

# Turquie, Iran, vers un Saadabad 3 ?

dimanche 11 septembre 2011, par [Marillac](#)

**Le collier des perles stratégiques brille à nouveau tout autour de la Turquie, porté qu'il est à une incandescence qu'on n'avait plus vue depuis 2003 et l'invasion américaine de l'Irak.**

L'actualité stratégique dans la région a connu une accélération très sensible ces derniers jours : retrait des protocoles avec l'Arménie (signés en 2009 en Suisse) de l'ordre du jour de l'assemblée nationale turque, raccordement de la centrale de Bushehr au réseau électrique iranien, embrasement à Kandil sur les bases irakiennes du PKK - PJAK, poursuite de la répression en Syrie, crise diplomatique aiguë entre Ankara et Tel-Aviv, affirmation via Chypre de la présence turque en Méditerranée orientale, acceptation du bouclier anti-missiles américain par la Turquie, protestations de l'Iran...

La conjugaison de trois questions - le printemps arabe dont, après la Libye, le sort se noue autour de l'obstacle syrien, l'éternelle question israélo-palestinienne et la non moins durable question iranienne - se cristallise sur deux plans :

1- « L'arc chiite » qui n'a, de chiite, qu'une coloration des plus légères, depuis le Hezbollah au sud-Liban jusqu'en Iran, en passant par le régime alaouite (secte chiite) des Assad et la majorité chiite irakienne. Un arc, finalement moins chiite, qu'iranien, en cela qu'il est l'axe de pénétration iranien dans la région, jusqu'aux portes d'Israël.

2- Le collier de perles, ici maintes fois évoqué, des points d'appui stratégiques de la Turquie sur son environnement proche, à savoir cette fameuse ligne des K, Kibris (Chypre), Kirkouk (Irak), Karabakh (Caucase - Iran).

L'intersection de ces deux plans se déploie sur l'horizon caucaso-iranien qui, pour la Turquie, implique deux des questions majeures de son histoire républicaine, de son actualité récente et de son avenir : les questions kurde et arménienne (dans l'ordre). Non sans concerner, bien évidemment, celle, capitale, de l'ordre stratégique émergent dans la région.

La crise qui ravage la Syrie depuis maintenant plus de six mois pose la question d'un basculement politique et stratégique majeur au Moyen-Orient. Pour le régime syrien tout d'abord dont l'aveugle répression témoigne de l'impuissance dans laquelle il s'est emmuré, sa seule alternative étant aujourd'hui celle de partir ou de disparaître... Une perspective qui fait également souffler le vent du boulet sur l'échine des pasdarans (gardiens de la révolution) iraniens, qui verraient là anéantis la plus capitale de leurs alliances, celle qui leur sert de porte d'entrée stratégique dans la région.

L'enchaînement des crises est, aujourd'hui, tout simplement vertigineux : perte de pouvoir de nuisance dans la région, via la chute de Damas, retour aux horizons strictement persiques et indiens pour l'Iran ; montée en puissance de la Turquie en Méditerranée orientale, de Gaza au Liban en passant par le porte-avions chypriote qui barre toujours la porte de l'UE à Ankara (quel numéro ?) ; Mutation stratégique majeure - la mutation politique n'est jamais loin derrière - pour l'Iran dont l'un, si ce n'est le seul recours, sera celui de la bombe ; le raccordement de la centrale de Bushehr au réseau électrique, en annonce l'arrivée ; mutation stratégique majeure pour un État d'Israël dont les menaces stratégiques évoluent : confronté à un environnement immédiat en plein bouleversement, à un soutien américain certes constant, mais de plus en plus embarrassé, à une société descendue dans la rue, Netanyahu joue la carte conservatrice habituelle pour maintenir sa coalition au pouvoir. Assad joue la carte qu'on connaissait à son père en des temps moins critiques pour le clan. Et les pasdarans la leur, afin de ne pas perdre leur main-mise sur le régime de Téhéran : depuis l'été, en effet, la Turquie est aux prises avec une reprise des actions violentes du PKK sur son sol, actions montées depuis le territoire irakien et la montagne de Kandil

dont Ankara, mais aussi Téhéran, bombarde les flancs. Que se passe-t-il au Kurdistan depuis juillet ? Le grand spécialiste des questions stratégiques en Turquie, Cengiz Candar, répond :

*« Quel est le véritable objectif de l'Iran ? Sans interprétation correcte du jeu iranien dans la région, sans saisie de son *modus operandi*, il est impossible d'obtenir des réponses précises et pertinentes. À qui s'adressait l'Iran, quand au milieu du mois de juillet, il a, en apparence, pris les forces du PJAK (le PKK iranien) pour cible ? Pourquoi à ce moment-là ? Est-ce donc qu'à partir de mi-juillet, le PJAK est devenu une menace incomparablement plus dangereuse qu'autrefois pour l'Iran ?*

*D'après moi, l'attaque iranienne sur la montagne de Kandil et les repaires du PJAK est directement liée à l'accueil que la Turquie a réservé aux réunions de l'opposition syrienne en Turquie quand Ankara a commencé de prendre ses distances avec Damas en se rapprochant des positions américaines. Entre l'Iran et la Syrie, qui est son principal allié dans la région et avec qui elle constitue un « axe stratégique », il est un raccordement terrestre, à savoir la Turquie et l'Irak, plus particulièrement le nord de l'Irak, c'est-à-dire le Kurdistan irakien.*

L'opération militaire dirigée contre la montagne de Kandil était conçue dans le but de tenir ouvert le corridor de l'Irak du nord (en direction de la Syrie), et de faire passer un message à l'administration kurde autonome d'Erbil : « Ne vous amusez pas trop avec la Turquie, gardez vos distances ; nous sommes là et en mesure de réduire à néant la stabilité du nord de l'Irak. Comment comprendre sinon, les déplacements précipités des leaders kurdes d'Irak à Téhéran, à commencer par Neçirvan Barzanî ? » (7-09-2001, Radikal).

*« La performance économique qui a fait de la Turquie un membre du G20, associé aux dynamiques de son émergence en tant que « puissance régionale », rendaient inévitables, à la moindre occasion, la rivalité entre la Turquie et Israël. Pourquoi ?*

*Émergeant en tant que puissance régionale au Moyen-Orient, la Turquie se retrouvait dans une situation de concurrence qui ne dit pas son nom avec l'Iran, et les limites comme les dimensions de cet affrontement, ce devaient être les relations avec Israël qui les détermineraient. »*  
(06-09-2011, Radikal)

Ainsi, en substance, les relations avec Israël ne sont que la partie la plus visible d'un grand jeu se jouant à deux, entre Ankara et Téhéran. Soit. Mais la lutte engagée, à fleurets parfois très indirects, n'est pas qu'une lutte entre deux puissances en quête d'hégémonie dans la région ; c'est aussi le point exact d'un basculement et de l'affrontement entre deux avenir possibles.

Entre Turquie et Iran, la question kurde a toujours constitué l'articulation la plus déterminante. Les relations turco-iraniennes ont toujours dépendu de la définition d'un nouveau *modus-vivendi* avec les Kurdes, soit une alliance avec l'un des deux camps, perse ou ottoman, soit une alliance entre les deux camps, conclue sur le dos des Kurdes : c'est cette dernière version que retint le XX<sup>e</sup> siècle, notamment lors des pactes de Saadabad (1937) et de Bagdad (1955) qui, chacun, prévirent des plans de coordination dans la lutte contre la subversion kurde.

Aujourd'hui, alors qu'elle est en proie à des bouleversements majeurs, la région est en attente d'un nouveau **Saadabad** ; il pourra revêtir deux formes :

**Un Saadabad 2 bis** avec comme principe qu'Ankara et Téhéran se rejoignent dans la répression anti kurde.

C'est le principe retenu par les pasdarans lorsqu'ils se permettent de faire passer un message aux Kurdes d'Irak. La Turquie est hésitante, convaincue qu'il lui revient aujourd'hui de solutionner la question kurde chez elle, mais prise en même temps à la gorge par la montée de la violence depuis l'été... Elle se dirige pourtant tout droit vers ce Saadabad 2 bis lorsqu'elle se place sous bouclier anti-missiles US en pointant ouvertement du doigt l'Iran voisin.

Un Saadabad 2 bis serait celui de la guerre froide Iran - Turquie au Moyen-Orient, et probablement, celui de la glaciation nucléaire au Moyen-Orient : une bombe iranienne, une bombe turque, la bombe israélienne, plus, en appoint, la bombe américaine (et pour décorer le tout, une petite bombe saoudienne avec le retour sur investissements réalisés dans le cadre du programme nucléaire pakistanais ; voire

égyptienne)...

*Bénéfices nets de l'opération :*

Vitrification diplomatique et pacification entre les grands de la région, puis désarmement progressif.

Question : pourquoi surarmer pour faire la paix quand on peut la faire tout de suite ?

Maintien du statu-quo régional.

Partage, protection et distribution des richesses entre quelques grands.

Système de sécurité gérable à distance par des États-Unis de moins en moins interventionnistes, de plus en plus endettés.

*Coûts nets :*

Élimination de l'acteur européen en tant qu'acteur stratégique - Question : n'est-ce un coût que pour les seuls Européens ?

Prolifération nucléaire massive aux portes de l'Europe.

Maintien de régimes autoritaires et d'économies de rente, tous deux générateurs d'instabilité... et de flux migratoires plus ou moins importants.

**Un Saadabad 3 :** à l'alliance des canons braqués sur la seule cible kurde, on substitue celle des régimes démocratiques. Cela suppose cependant l'achèvement de la démocratisation en Turquie comme la chute du régime des pasdarans en Iran.

L'objectif d'un Saadabad 3 nécessiterait donc un démantèlement systématique de l'axe irano-syrien que prolonge l'axe irano-russe :

La chute du régime syrien dissout automatiquement le lien Téhéran - Damas et dégage la perspective kurde. Cela intéresse directement la Turquie (**Le K de Kirkouk**).

La dissolution (ou atténuation) du lien « stratégique » Moscou - Téhéran devra passer par l'Arménie et une réconciliation entre Ankara et Erevan. Cela concerne encore la Turquie, en tout premier lieu (**le K de Karabakh**).

Une fois cet axe démantelé, le régime pasdaran, isolé comme un fruit trop mûr, devrait avoir du mal à résister, d'autant qu'Israël, l'ennemi juré, s'adaptera à un environnement dans lequel le Hezbollah sera affaibli...

À cette dislocation, il faut un parrain cependant ; à la fois pour fixer le cap stratégique et pour donner une assurance globale (l'équivalent fonctionnel de la bombe) à ces deux pays, la Turquie et l'Iran, qui à l'échelle du globe, ne sont que des puissances régionales.

Or, il n'est qu'un acteur qui puisse remplir ce rôle de parrain d'un Saadabad 3 : l'UE. Elle en a à la fois les moyens (une frontière commune via la Turquie - le K de Kibris / Chypre, soit une adhésion à l'UE-, un petit PIB, des dettes et bientôt des eurobonds ( ?!...) et les intérêts (s'assurer la stabilité et la pacification d'une région très proche ; accéder à l'Océan indien).

Un tel pacte donnerait du Saadabad 3 en 1 ! Il donnerait un projet et une identité stratégiques globaux à l'UE, prolongerait la politique turque du « zéro problèmes avec ses voisins » et inscrirait l'Iran - et par là, l'UE - au cœur du monde globalisé.

Mais il est encore loin de Marienbad à Saadabad, non ?